
ROSARIO JABARDO
FERNANDO REINARES

DÉMOBILISATION DE L'EXTRÊME DROITE EN ESPAGNE *

C ONTRAIREMENT À CE QUI S'EST PASSÉ dans la plus grande partie de l'Europe occidentale, l'extrême droite espagnole n'est pas sortie renforcée de ces vingt dernières années de vie démocratique post-franquiste. Bien au contraire, depuis la disparition, au début des années 1980, du principal parti représentant ce courant idéologique, les autres formations politiques comparables ont survécu difficilement. Parmi les facteurs qui ont favorisé cette démobilitation de l'extrême droite, il faut d'abord signaler la configuration du système politique espagnol et, plus concrètement, le fonctionnement des partis et les conditions imposées par le système électoral. Viennent ensuite la dynamique interne de ces organisations et les stratégies de mobilisation assez maladroitement qu'elles ont menées ; enfin, le profil de leur programme politique, immobiliste, obstinément lié aux idéaux franquistes ou phalangistes, et bien peu adapté à une société moderne. Cet article s'efforcera donc de décrire et d'analyser ces trois facteurs décisifs. 115

ORGANISATION FRAGMENTÉE ET ÉCHEC ÉLECTORAL

Les forces qui appuyèrent et soutinrent la dictature franquiste ont toujours été très embarrassées par la passation des pouvoirs. Ce fut tout particulièrement le cas lors de la crise qui explosa au cœur de l'élite dirigeante, à la fin des années 1950, et qui laissa alors entrevoir les divergences. Pour affronter cette question et répondre, sans rien y perdre, à la possible ouverture du régime autoritaire, quelques-uns de ces groupes créèrent

* Traduit de l'espagnol par Françoise Rendu.

ou renforcèrent dans les années 1960 leur propre réseau¹. En 1975, l'année de la mort de Francisco Franco, quelques factions qui s'étaient éloignées de la ligne officielle dix ans auparavant disposaient déjà d'une expérience et d'une organisation certaines. Cela leur assurait une position privilégiée pour se placer dans le nouvel espace du jeu politique. Il s'agissait principalement de phalangistes et de nationalistes catholiques. Cette volonté de rapprochement et de réorganisation ne permit pas pour autant l'émergence d'un programme politique commun, mais elle rassembla néanmoins les différentes obédiences de l'extrême droite autour d'une hostilité farouche à tout changement démocratique.

116 Promus par les groupes phalangistes, les Cercles doctrinaux José Antonio s'étaient constitués, avec pour objectif de devenir un groupe de pression face à l'influence croissante que prenait peu à peu, au sein des gouvernements franquistes, l'Opus Dei, association catholique de tendance conservatrice mais alors favorable à une libéralisation de l'économie espagnole. C'est dans les groupes fidèles à la Phalange des débuts, mouvement politique fondé dans les années 1930, et avec la participation de quelques ex-combattants de la fameuse Division bleue qui lutta aux côtés des troupes nazies sur le front russe, que se crée à Madrid, en 1962, la première délégation de Jeune Europe. Plus tard, ce noyau donnera naissance à la première et, aujourd'hui encore, à la plus importante organisation néonazie espagnole, la Confédération espagnole des Amis de l'Europe (CEDADE), qui s'invente une légitimité en s'affichant comme association culturelle, à Barcelone, en 1966. Cette même année, se crée la maison d'édition Force nouvelle, issue d'une autre tendance. Cette organisation a pour objectif de sauvegarder ce qu'on a appelé les principes du 18 juillet² et devient peu à peu une force politique capable de rassembler des ultranationalistes, des phalangistes et des fondamentalistes catholiques. En 1976, en plein postfranquisme, elle se transforme en parti pour participer aux élections et, dotée d'un nouveau statut, agir sur la scène politique. Dans les années 1960, on voit également surgir le Front national des travailleurs, et du conflit qui l'oppose

1. José L. Rodríguez Jiménez a réalisé une recherche historique rigoureuse sur les organisations d'extrême droite depuis la dernière étape de la dictature franquiste jusqu'à la consolidation de la nouvelle démocratie espagnole : *Reaccionarios y Golpistas. La extrema derecha en España : del tardofranquismo a la consolidación de la democracia (1967-1982)*, Madrid, Consejo superior de investigaciones científicas, 1994.

2. Le 18 juillet 1936, l'insurrection militaire contre le gouvernement démocratique de la Seconde République, déclenchée la veille dans la ville de Melilla, gagne toute l'Espagne et initie trois années de sanglante guerre civile.

à ses jeunes membres naît le Front syndicaliste révolutionnaire, qui aurait alors regroupé une bonne partie du phalangisme dissident. L'objectif déclaré de ce mouvement est également de veiller au maintien et à la transmission aux générations futures des fameux principes du 18 juillet. En fait, il devint une espèce de « bunker » franquiste, faction réactionnaire dont les instigateurs conçurent une bonne partie des conspirations civiles et militaires dirigées contre le processus de démocratisation.

Malgré cette dispersion, on vit trois projets politiques essentiels se dessiner au sein de l'élite franquiste, après la mort de Franco. D'abord, celui d'Adolfo Suárez, président en 1976 du dernier gouvernement du régime franquiste, qui ouvrit le processus de transition politique. Son mandat rendit en effet possible la formation de plusieurs partis politiques, l'existence d'un syndicalisme pluriel, et l'élection au suffrage universel d'un Parlement constituant. Adolfo Suárez présida également les gouvernements modérés formés par l'Union de centre démocratique (UCD) en 1977 et 1979 (même s'il démissionna en 1981, avant d'achever la seconde législature démocratique, alors remplacé par Leopoldo Calvo Sotelo). Par ailleurs, l'Alliance populaire (AP, aujourd'hui transformée en Parti populaire) mettait sur pied un projet conservateur dirigé par Manuel Fraga, qui avait été lui-même plusieurs fois ministre sous Franco. Enfin, on trouvait des factions minoritaires dures, refusant toute espèce de réforme de la dictature et opposées aux deux autres mouvances. Ces factions réactionnaires tentèrent d'unifier le paysage de l'extrême droite en Espagne et se présentèrent aux premiers tours des élections sous forme de bloc, ou de « Front national ». Elles prétendaient par là réunir toutes les forces qui veillaient sur les principes du 18 juillet et qui étaient donc profondément attachées au maintien d'un État uni fortement centralisé, à l'absence de toute liberté civile et à la sauvegarde d'une société culturellement homogène.

Le projet du Front national ne vit jamais le jour. Ce fut principalement l'affrontement entre les multiples formations pour le contrôle effectif du Front et de l'ensemble de l'extrême droite qui freina le mouvement sur la scène politique espagnole. En effet, aucune faction ne fut capable de s'imposer aux autres comme moteur d'une éventuelle coalition politique. Ces luttes pour le pouvoir, qui n'avaient pas pour objet des désaccords idéologiques, mais bien des querelles de personnes, entraînèrent un certain nombre de conséquences. On assista d'abord au fractionnement systématique des groupes et à la dispersion des votes au sein d'un système électoral qui rend difficile l'accès au Parlement pour les petits partis. Par ailleurs, ces dissensions mirent en évidence l'inca-

pacité fondamentale du mouvement à donner aux électeurs potentiels l'assurance d'une représentation parlementaire, ou à tout le moins, un projet cohérent, offrant des solutions crédibles aux problèmes dénoncés de manière alarmiste.

118 Divisée et opposée, coupée de la réalité du pays, trop liée à la dictature franquiste, complètement étrangère aux transformations qui traversaient le reste de l'extrême droite en Europe et confrontée au plus important parti conservateur (AP), l'extrême droite n'obtint aucun représentant parlementaire lors des premières élections générales post-franquistes, qui eurent lieu en juin 1977. Et cela, malgré les tentatives de regroupement esquissées par l'Alliance nationale du 18 juillet. Les mouvements qui se retrouvèrent au sein de cette coalition attribuèrent leur échec désastreux à la taille réduite de leurs effectifs. C'est la raison pour laquelle, lors des élections générales de mars 1979, ils essayèrent d'amener d'autres formations à se joindre à eux. Le mouvement prit alors le nom d'Union nationale, et regroupa cinq organisations. Ils obtinrent un siège de député au Congrès. Ce fut l'unique siège gagné lors d'élections générales par un parti d'extrême droite espagnole pendant ces vingt dernières années de vie démocratique. En effet, aux élections d'octobre 1982, huit partis d'extrême droite se présentèrent, mais il n'y eut pas d'accord entre les noyaux phalangistes et Force nouvelle pour présenter un candidat commun. Le siège obtenu en 1979 fut alors perdu. Il faut d'ailleurs souligner que le nombre total de voix obtenu par l'ensemble de ces partis aux élections générales n'a jamais franchi le cap des 3 %.

Cet échec électoral est directement lié au renouveau de l'Alliance populaire, qui s'affirme comme le principal parti conservateur espagnol. De fait, AP a réussi à attirer des votes provenant des milieux conservateurs et libéraux, mais aussi de milieux encore sensibles aux idées d'ordre et d'autorité chères au régime précédent. AP parvint à représenter la seule alternative de droite crédible, d'une part face aux gouvernements centristes d'Adolfo Suárez, et d'autre part face aux socialistes, menés par Felipe González. Son positionnement réussi sur la scène politique et ses différentes transformations (la Coalition populaire et, finalement, le Parti populaire) sont donc étroitement liés au retentissant échec électoral de l'extrême droite³. Il faut souligner aussi l'impact très

3. Les résultats des élections de 1977 ne correspondirent pas aux attentes de l'Alliance populaire et enclenchèrent un processus de réforme qui prit fin quelques années plus tard. Un projet politique libéral conservateur s'élabora au sein du troisième congrès, en 1980, et surtout en 1982, mettant fin à une certaine méfiance envers la nouvelle démocratie tout en

négalif qu'eut la tentative de coup d'État de 1981. Celui-ci fut renforcé par l'image défavorable que l'opinion publique se faisait alors des leaders et des militants d'extrême droite, souvent impliqués dans des actions violentes à visée subversive. C'est en gardant présents à l'esprit ces éléments que l'on comprend mieux le déplacement des votes à tendance extrémiste vers AP. Et d'ailleurs, plusieurs sondages d'opinion réalisés à la fin des années 1970 et au début des années 1980 révèlent qu'à peu près 14 % des électeurs d'AP se considèrent d'extrême droite⁴.

Les transferts de votes d'extrême droite vers AP coïncident donc avec la présence fidèle d'un certain nombre d'électeurs sensibles à ce type d'idéologie radicale. Une étude réalisée en 1982 révélait que 18 % des électeurs d'AP se déclaraient héritiers du franquisme, 55 % conservateurs, 5 % libéraux, et enfin, 18 % démocrates chrétiens⁵. Par ailleurs, on estime que la composition de l'électorat d'AP lors des élections de 1982 aurait gagné 4 % d'électeurs extrémistes, ceux-là mêmes qui votèrent pour la coalition extrémiste Union nationale en 1979. Mais, encore plus parlant, on observe que presque 62 % des personnes interrogées se situant à l'extrême droite de l'échelle idéologique déclarent voter AP⁶. En 1984, 8 % des électeurs d'AP alors interrogés pour un autre sondage se considéraient d'extrême droite (contre 34 % qui se situaient au centre et 46 % à droite)⁷. Enfin, il ne faut pas perdre de vue qu'entre 1982 et 1986, une fois l'organisation politique Force nouvelle dissoute, les votants d'extrême droite devinrent à part entière des électeurs d'AP⁸.

119

s'éloignant des courants les plus réactionnaires et extrémistes qui perduraient au sein de l'organisation. AP choisit donc de se rapprocher de la droite de l'Union de centre démocratique, en essayant de réunir les tendances libérales et démocrates-chrétiennes qui avaient formé leurs propres mouvements politiques. Ce projet rénovateur fonctionna et permit bientôt à AP d'occuper un espace bien à lui dans le paysage politique en faisant varier ces positions de la droite jusqu'au centre droit. Sur l'évolution de l'*Alianza Popular*, on peut lire de Lourdes López-Nieto, *Alianza Popular. Estructura y evolución electoral de un partido conservador (1976-1982)*, Madrid, Centro de investigaciones sociológicas, 1988.

4. Voir à ce propos Juan J. Linz (dir.), *Informe sociológico sobre el cambio político en España*, Madrid, Euramérica, 1981, p. 498 sq.

5. José R. Montero, « El sub-triunfo de la derecha : los apoyos electorales de AP-PDP », in Juan J. Linz et José R. Montero (éd.), *Crisis y cambio : electores y partidos en la España de los años ochenta*, Madrid, Centro de estudios constitucionales, 1986, p. 345-432.

6. Cf. Giacomo Sani et José R. Montero, « El espectro político : izquierda, derecha y centro », in Juan J. Linz et José R. Montero (éd.), *op. cit.*, p. 197.

7. José M. Maravall et Julián Santamaría, « Transición política y consolidación democrática en España », in José F. Tezanos, Ramón Cotarelo et Andrés de Blas (éd.), *La Transición democrática española*, Madrid, Sistema, 1989, p. 242.

8. Cf. Ramón Cotarelo et Lourdes López-Nieto « Spanish Conservatism, 1976-1987 », *West European Politics*, vol. 11, n° 2, 1988, p. 83.

Depuis 1982, l'extrême droite espagnole se métamorphose : plusieurs nouvelles organisations voient le jour, d'autres disparaissent et certaines encore se transforment. De nombreuses tentatives ont été lancées pour combler le vide laissé par la disparition de Force nouvelle. Plusieurs groupes se présentèrent alors, purs produits d'une société industrielle moderne, totalement impliquée dans le processus d'intégration européenne et parcourue d'immenses changements. Ils se disputèrent le pouvoir et prétendirent construire à moyen terme un mouvement, un parti ou un groupe de pression, qui renforce au cœur du pays la position de l'extrême droite. Néanmoins, ils héritèrent, des formations précédentes une même dynamique de division et d'affrontement interne et furent pénalisés comme elles par le mode de représentation parlementaire ; d'ailleurs, leurs résultats électoraux ne furent pas plus brillants. Qui plus est, l'opinion publique espagnole stigmatisa quelques-uns des meneurs et des militants, leur reprochant leur participation à des actes de violence.

Les nombreuses tentatives de regroupement des différentes factions d'extrême droite furent tout aussi infructueuses dans les années 1990. Le projet de groupe néonazi espagnol le plus important, le CEDADE, se discrédita en tant que parti politique. Celui de la coalition Alliance pour l'unité nationale (AUN), né tout récemment, n'a toujours pas pris corps aujourd'hui, figé qu'il est sur ses positions clairement national-catholiques, traditionalistes. Les organisations regroupées autour du Mouvement social espagnol (MSE), noyau de la coalition, se sont peu à peu éloignées et on assista à de nouvelles scissions. Le projet présenté par Démocratie nationale, parti créé en 1995 par d'anciens cadres politiques de CEDADE (et aussi, dans une moindre mesure, des Juntas espagnoles et de l'Avant-garde nationale révolutionnaire), se présente comme une alternative d'extrême droite crédible, fondée néanmoins sur des présupposés clairement antidémocratiques. En somme, on pourrait dire que, depuis 1983, un processus de transformation des postulats défendus par l'extrême droite se met en place. Les courants réactionnaires, attachés à la dictature franquiste ou aux phalangistes, se voient remplacés peu à peu par de nouvelles tendances, qui s'adaptent mieux aux catégories d'une société postindustrielle, et ressemblent beaucoup à celles qui s'imposent dans le reste de l'Europe occidentale⁹. On assiste donc à une timide transformation du petit milieu divisé de l'extrême droite espagnole.

9. Voir à ce propos Piero Ignazi, *L'Extrema Destra in Europa*, Bologne, Il Mulino, 1994.

ENTRE PUTSCHISTES ET TERRORISTES

Au moment où le régime franquiste entamait sa lente entreprise de libéralisation, le terrorisme d'extrême droite s'imposa avec virulence en Espagne, et il s'affirma plus violemment encore pendant les premières années de la transition démocratique. Alors que les réformes démocratiques étaient déjà engagées, quelques noyaux durs de l'extrême droite tentèrent de créer un climat de désordre social justifiant l'intervention des forces armées pour mettre fin au processus de démocratisation. Plus l'incapacité de l'extrême droite à peser dans la vie politique par le biais de voies légales et de moyens institutionnels devenait manifeste, plus les tactiques illégales mises en œuvre par divers groupuscules armés s'imposaient. Et pourtant, le terrorisme d'extrême droite, qui se développa massivement au milieu des années 1970 et au début des années 1980, n'atteignit jamais la puissance que déployèrent le GRAPO et, surtout, l'ETA. On ne peut probablement pas attribuer cette différence à un manque de volonté ou d'organisation, ni mettre en cause une insuffisante mobilisation de moyens de la part des noyaux les plus violents. Il se peut simplement que les groupes subversifs d'extrême droite n'aient pas jugé utile de suivre cette ligne alors que la déstabilisation sociale était amplement assurée par des organisations de gauche ou par des mouvements appartenant au mouvement nationaliste basque radical.

121

La violence des groupes d'extrême droite atteignit son paroxysme entre 1977 et 1980, alors que se tenaient les premières élections générales, le référendum constitutionnel et les élections pour les parlements autonomes du Pays basque et de la Catalogne¹⁰. L'activité terroriste d'extrême droite s'illustra tout particulièrement lors de la tuerie d'Atocha, épisode tristement célèbre et particulièrement représentatif de ces années-là. Le 24 janvier 1977, cinq avocats (spécialistes de droit social) furent assassinés à Madrid sur leur lieu de travail. L'attentat, revendiqué par le groupe terroriste d'extrême droite Triple A, bouleversa tout le pays. A la fin de l'année 1979, après les élections de mars, on entendit quelques voix s'élever au sein des noyaux d'extrême droite pour réclamer un coup d'État qui mît fin à la transition démocratique. En 1980, les attentats perpétrés par différentes formations d'extrême droite et par certains militants provoquèrent la mort de vingt-sept personnes, et rendirent la perspective d'un soulèvement militaire engendré par la violence terro-

10. Cf. Fernando Reinares, « Sociogénesis y evolución del terrorismo en España », in Salvador Giner (éd.), *España : sociedad y política*, Madrid, Espasa Calpe, 1990, p. 353-396.

riste de plus en plus vraisemblable pour une grande partie de l'opinion. En février 1981, on assista à la tentative de coup d'État la plus sérieuse. Au mois de mai de cette même année, un nombre significatif de sympathisants d'extrême droite manifestèrent dans les rues de Madrid, et l'on craignit un nouveau coup d'État. Un mois plus tard, en juin, une opération policière démantela un autre complot putschiste. En 1982, une nouvelle conspiration mise sur pied par des militaires, et qui devait avoir lieu juste avant les élections générales, prévues en octobre, fut dévoilée.

122 Les connexions directes entre les groupes terroristes d'extrême droite et les partis politiques de ce même courant idéologique ne furent jamais formellement établies devant les tribunaux. Selon le ministère de l'Intérieur, la violence politique qui s'abattit sur le pays à la fin des années 1970 et au début des années 1980 était entretenue par deux types de terrorismes : l'ETA et l'extrême droite¹¹. Quelques mois plus tard, le plus haut responsable de ce ministère déclara que les attentats terroristes d'extrême droite étaient « des actions nées de l'initiative personnelle des participants, en marge de toute directive des associations auxquelles ils appartenaient ou dont ils étaient sympathisants » ; « il est indéniable, ajoutait-il, que ceux qui encouragent les passions politiques les plus radicales ne peuvent faire valoir ensuite, pour se dédouaner, le manque ou la perte de contrôle des acteurs menés par leurs passions vers une action désordonnée et délictueuse »¹².

On ne peut comprendre que les groupes violents d'extrême droite aient agi en toute impunité pendant cette période de grande incertitude, alors que les structures de l'État se transformaient, sans tenir compte de la complaisance à leur égard de certains membres de la magistrature et de quelques fonctionnaires des services de sécurité, peu préparés à l'émergence d'un régime démocratique¹³. Les actions violentes perpé-

11. Déclarations du ministre de l'Intérieur, Antonio Ibáñez Freire, devant la commission parlementaire de l'Intérieur, le 14 février 1980.

12. Juan José Rosón, ministre de l'Intérieur, en comparution devant le Congrès des députés, le 8 mai 1980.

13. Le juge Pier Luigi Vigna, dans une enquête sur les actes terroristes en Italie, signalait en 1985 que « les services secrets espagnols eurent recours aux membres les plus radicaux et les plus violents des groupes terroristes italiens pour animer les provocations conservatrices des premières années de la transition » ; de même, il dénonçait la façon dont « la magistrature espagnole a refusé la plupart de nos demandes d'extradition » et rappelait que « plusieurs des terroristes fascistes continuent de vivre en Espagne sans être inquiétés et, s'ils sont arrêtés, sur la base de mandat de recherche et de capture d'Interpol, sont immédiatement remis en liberté » (extrait de Mariano Sánchez Soler, *Los Hijos del 20N. Historia violenta del fascismo español*, Madrid, Temas de hoy, 1993, p. 158-167).

trées par l'extrême droite ne furent considérées comme terroristes qu'à partir de 1982. Par ailleurs, les forces de police firent preuve de bien peu d'efficacité dans la poursuite des activistes, comme en témoigne le faible nombre de détentions et de mises en accusation, au moment même où ces groupes violents étaient les plus virulents. En 1980, sur les 375 terroristes présumés coupables et comparaisant alors pour des actes terroristes, seuls 19 appartenaient à des groupes d'extrême droite. Mais il y eut un changement d'attitude perceptible lorsque Juan José Rosón arriva au ministère de l'Intérieur et montra qu'il lui tenait à cœur de discipliner les forces de sécurité qui étaient sous ses ordres. Il ordonna avec un succès notable le démantèlement des groupuscules terroristes d'extrême droite. De même, il faut préciser que, dans les premières années de transition, on n'entreprit aucune réforme du système judiciaire ou des forces de sécurité intérieure¹⁴. L'État était constitué d'un

appareil bureaucratique totalement obsolète, sur lequel il ne pouvait pas compter ; cet appareil rendit malaisée la mise en accusation des activistes, favorisa leur mise en liberté ou acquitta la plupart des prévenus finalement jugés. Quant aux complots putschistes, aucune investigation ne fut menée pour mettre en avant la gravité des faits. De même, les relations qu'entretenaient les militaires putschistes avec des partis politiques ou des organisations d'extrême droite ne furent jamais clairement établies, et seul un civil fut condamné pour avoir participé à un coup d'État contre un gouvernement démocratiquement élu.

La chute de l'activité terroriste menée par les extrémistes de droite, que l'on observe depuis le début des années 1980, est probablement due en partie aux échecs répétés des tentatives putschistes. En effet, ceux-ci mirent en évidence les faiblesses du mouvement. Par ailleurs, l'extrême droite, en adoptant des tactiques violentes et en se distinguant par des déclarations radicales, renforça la population espagnole dans son soutien à la nouvelle démocratie. C'est également cette attitude qui décida les Espagnols à ignorer l'appel à la mobilisation contre les institutions représentatives et le gouvernement constitutionnel légitime. Au même moment, les réformes lancées au milieu des années 1980 au ministère de l'Intérieur et au sein des services secrets portèrent assez rapidement leurs fruits. Alors seulement, on commença à mettre en place une véritable politique de contrôle des groupes clandestins et violents d'extrême

14. A ce propos, voir Oscar Jaime-Jiménez, « Orden público y cambio político en España », *Revista internacional de sociología*, n° 15, 1996, p. 143-167.

droite, au même titre et avec la même efficacité que pour les autres organisations terroristes. Quant à l'armée, le ministre de la Défense de la fin des années 1970, le lieutenant général Manuel Gutiérrez Mellado, adopta une politique consensuelle, visant à satisfaire ses vœux les plus élémentaires pour montrer combien tout soulèvement militaire contre le régime démocratique se révélerait aventureux et hasardeux au regard de l'obtention d'un pouvoir factice. De son côté, José Barrionuevo, à la tête du ministère de l'Intérieur pendant les premières années du socialisme, tenta de regagner la confiance de la Garde civile, corps policier militarisé comme il en existe dans plusieurs autres pays européens.

124 Il faut ajouter que cette diminution des actes terroristes menés par l'extrême droite fut parallèle à la réduction des actes terroristes menés par le GRAPO et surtout par l'ETA. Les actes terroristes fascistes s'intensifiaient souvent en réponse aux opérations menées par ces deux groupes terroristes. La terreur engendrée par l'ETA entre 1978 et 1980 ne fut jamais plus égalée, et d'ailleurs, les actes terroristes diminuèrent dès 1981¹⁵. Par ailleurs, on vit apparaître en 1983 une nouvelle organisation terroriste, appelée Groupes antiterroristes de libération (GAL), qui agit au Pays basque espagnol et au Pays basque français jusqu'en 1987, s'en prenant à des individus ou à des symboles représentatifs du nationalisme basque radical. Ce groupe clandestin, constitué de mercenaires et de quelques membres des forces de sécurité étatiques, encouragé ou seulement toléré par certains responsables politiques, adopta une partie des objectifs propres aux groupuscules clandestins d'extrême droite qui avaient sévi dans le pays dès 1966 et, plus concrètement, entre 1976 et 1981. On peut donc dire que la désarticulation du terrorisme fasciste est due, en partie, à une plus grande efficacité policière et judiciaire, mais aussi à la crise qu'a traversée tout le courant de l'extrême droite depuis son double échec électoral et putschiste. Enfin, un des facteurs décisifs de cette perte de vitesse est l'entrée en scène de ce nouvel acteur violent, les GAL, qui reprit pendant cinq ans, au moins en apparence, une partie des objectifs de ces groupuscules ultras.

Au fur et à mesure que l'on avance dans les années 1990, la violence des petits groupes d'extrême droite adopte de nouveaux modes d'expression. La pratique d'une action directe et spontanée prévaut alors. Il s'agit d'une violence certainement plus diffuse, dont les objectifs se

15. Cf. Fernando Reinales, *loc. cit.*

rapprochent davantage de la xénophobie, du racisme et d'une volonté d'éliminer physiquement tous ceux qui représentent à leurs yeux les tares du système (prostituées, drogués, homosexuels, immigrés). Il ne s'agit donc plus d'une violence orientée directement contre les institutions et les acteurs de la vie démocratique, ou contre les mouvements nationalistes périphériques, qui représentaient dix ans plus tôt les ennemis désignés, même si la violence reste dirigée contre le système. Bases autonomes, organisation néonazie illégale surgie dans les années 1980, se distingue tout particulièrement au sein des groupuscules les plus agressifs, et dispose d'un réseau considérable, couvrant presque l'ensemble du territoire espagnol. Ses membres sont souvent mêlés à des attaques violentes contre des étrangers, des mendiants ou de simples adversaires politiques. Par ailleurs, ce petit groupe radical a réussi à s'infiltrer auprès de jeunes supporters de football, grâce à la bienveillance des dirigeants de quelques clubs. Ainsi, tout en les politisant, ils bénéficient de l'infrastructure de leurs associations, et s'offrent une certaine visibilité et de nouveaux moyens économiques. Néanmoins, le nombre d'actions violentes menées actuellement par ces derniers et par d'autres activistes d'extrême droite n'est en rien comparable à l'ampleur atteinte antérieurement. Ce sont plutôt les médias qui gonflent l'importance de ces exactions, réussissant par là à créer un climat alarmiste sans rapport avec le niveau d'activité de l'extrême droite ou avec son efficacité. Par ailleurs, les actes terroristes ont réactivé la mobilisation sociale contre le fascisme, le racisme et la xénophobie ; mobilisation qui contraste avec la très faible capacité de mobilisation de ces courants violents¹⁶.

125

PARALYSIE DU DISCOURS

L'extrême droite n'a pas évolué de la même façon en Espagne que dans la plupart des autres pays d'Europe, où la page du fascisme fut tournée dès 1945. On ne peut pas dire pour autant que l'extrême droite espagnole soit une espèce en voie de disparition¹⁷. Il faut en effet garder présent à l'esprit que l'absence de parti politiquement influent ne laisse entrevoir

16. Voir à ce sujet, Rosario Jabardo, « Un estudio sobre los delitos perpetrados por extremistas de derecha en España : perfil sociodemográfico de las víctimas y factores de la interacción agresiva », *Revista de derecho penal y criminología*, vol. 6, 1996, p. 539-568.

17. Sheelagh Ellwood mène une réflexion très intéressante sur ce thème dans « The Extreme Right in Spain : A Dying Species ? », in Luciano Cheles et al. (éd.), *Neofascism in Europe*, New York, Longman, 1991, p. 147-166.

qu'une dimension du phénomène, en jetant une lumière très partielle sur les diverses organisations qui ne participent pas aux élections, mais occupent une place active sur le sol espagnol. Les groupes d'extrême droite qui se sont peu à peu imposés dans certains pays d'Europe ont eu besoin de beaucoup de temps pour s'adapter à la nouvelle donne. Il leur a fallu passer par une période d'apprentissage dans le contexte d'un nouveau système politique, afin de développer des stratégies de mobilisation plus efficaces et obtenir ainsi des résultats positifs, aussi bien du point de vue des appuis électoraux que de la représentation institutionnelle.

126 Dans le cas de l'Espagne, la dictature franquiste était suffisamment proche dans le temps pour permettre la reformulation du projet politique et l'ajustement des postulats idéologiques à la nouvelle réalité du pays. L'extrême droite s'appuya sur les piliers du franquisme ou du phalangisme de José Antonio, tandis que les tendances réformatrices qui se développaient dans le monde occidental ne parvinrent pas à pénétrer la mouvance espagnole. Le mouvement intellectuel de la nouvelle droite, qui connut une grande répercussion en Europe, influença à peine les groupes espagnols d'extrême droite¹⁸. Ici, le courant le plus traditionnel de l'extrême droite se refusa à toute innovation, tout comme l'avait fait le régime franquiste quelques années auparavant. D'ailleurs, il n'y eut pendant la dictature aucune volonté – à quelques rares exceptions près – de donner aux pratiques des institutions franquistes un contenu et une forme permettant de mener une réflexion interne qui ajustât la doctrine politique aux changements irréversibles qui ébranlaient la société. Par exemple, la forte empreinte catholique des groupes traditionnels pouvait difficilement accepter les thèses novatrices qui se développaient en Europe occidentale, lesquelles prêtaient fort peu d'attention aux questions religieuses. De même, les débats qui tendaient à justifier le racisme en Espagne étaient tout à fait hors de propos ailleurs en Europe. Les tendances néonazies développées par des mouvements européens trouvèrent un nouveau bouc émissaire idéal avec l'immigration du tiers-monde et s'y attaquèrent avec force démagogie. Mais les débats sur la légitimation du racisme et de la xénophobie et sur l'identité culturelle ne commencèrent à prendre forme en Espagne qu'au milieu des années 1990, en raison du peu d'immigrés résidant jusque-là sur le sol espagnol. Par ailleurs, la construction de ce qu'on appela alors l'« Europe des villages » ou « des ethnies » créait en Espagne une grande

18. Voir à ce propos, Xavier Casals, *Neonazis en España*, Barcelone, Grijalbo, 1995.

confusion : comment conjuguer les thèses pro-européennes et la question espagnole des nationalismes ? D'ailleurs, on peut dire que l'opposition au processus d'intégration européenne est devenue un élément supplémentaire de la propagande de l'extrême droite espagnole.

Les différentes factions de l'extrême droite espagnole n'ont pas réussi à susciter, au sein de leur propre formation, un débat constructif qui conduise à une transformation d'ensemble et à la mise en place d'un programme accepté et organisé par tous. C'est plutôt la notion d'affrontement continu qui a prévalu, spécialement entre les factions qui se réclamaient clairement du franquisme et celles qui s'étaient ouvertes aux tendances rénovatrices européennes. De cette façon, la lutte entre le groupe dominant (de caractère traditionnel, franquiste) et la mouvance provocatrice (de type postindustriel) pour la maîtrise de l'espace politique fut extrêmement dure. Elle conduisit donc à la démobilitation des premiers et à l'échec des seconds dans la construction d'un projet alternatif.

Pendant tout le processus de consolidation du nouveau régime démocratique espagnol, qui fut long et fragile à ses débuts, l'extrême droite garda un discours rhétorique complètement déphasé, fondé d'une part sur un patriotisme exacerbé et exclusiviste et, d'autre part, sur l'intégrité de l'ordre franquiste. Les différents groupes extrémistes n'envisagèrent aucune révision de leur programme, alors même que la société espagnole prenait ses distances avec les valeurs officielles prônées par le régime autoritaire, dont la vigueur déclinait depuis les années 1960. Les citoyens accueillirent de bon gré le nouveau système de libertés. Contrairement à ce que prévoyait l'extrême droite, les accords passés entre la frange la plus pragmatique de l'élite née du franquisme et les dirigeants les plus modérés de l'opposition démocratique permirent la réalisation d'une transition politique progressive. Ce fut cette transition qui mit en place un modèle d'intégration sociale et politique pour toutes les couches de la population, y compris pour celles que le régime de Franco avait maintenues et appuyées.

En 1982, le premier gouvernement formé par le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) lui-même se situa dans la continuité des gouvernements centristes antérieurs. C'est pour cette raison qu'il n'accomplit pas de grandes réformes, dangereuses pour les intérêts économiques qui avaient soutenu le franquisme. De la même façon, il n'y eut pas de chasse aux sorcières dans l'administration publique. Et à cause de tout cela, la peur que tentaient de propager les noyaux d'extrême droite, en diabolisant le gouvernement socialiste, s'évanouit elle aussi très vite.

Dans ces circonstances, il paraissait bien improbable que les thèses réactionnaires pussent s'imposer, à moins d'un recours à la force. L'armée bénéficia d'un traitement complaisant de la part de l'UCD, et les gouvernements socialistes firent de même avec la Garde civile. Cette attitude dissuadait ces différents corps de parier sur la création d'un nouveau gouvernement, alors que personne ne s'engageait clairement dans ce sens.

C'est pourquoi il ne faut pas oublier que, dans la majeure partie des cas, la conduite des forces démocratiques, pendant la transition comme sous les gouvernements de l'UCD et du PSOE, ne donna jamais la possibilité à l'extrême droite de s'assurer une assise dans les milieux populaires. Sans moyen pour augmenter son potentiel de mobilisation, aucune des propositions de l'extrême droite ne rencontra d'écho ni dans les urnes ni dans l'armée. Enfin, l'Alliance populaire, qui aurait pu conserver certaines idées chères à l'extrême droite, dessina après son congrès de 1980, et spécialement après celui de 1982, une ligne d'équilibre entre les thèses conservatrices et les thèses libérales. AP se détacha également des groupements les plus radicaux qui faisaient encore partie de la coalition et devint un parti de droite réunissant les votes libéraux et conservateurs. La cohésion d'AP et les réussites apportées par ses transformations, signifiées enfin par les urnes, réduisirent encore plus les opportunités favorables à l'extrême droite, qui continua de se présenter très divisée aux élections et d'y essayer échec sur échec.

R É S U M É

L'extrême droite espagnole n'est pas sortie renforcée de ces vingt dernières années de vie démocratique postfranquiste. Parmi les facteurs qui ont favorisé cette démobilitation de l'extrême droite, il faut d'abord signaler la configuration du système politique espagnol et, plus concrètement, le système électoral ; viennent ensuite la dynamique interne des organisations du secteur et les stratégies de mobilisation assez maladroites qu'elles ont menées et, enfin, le profil de son programme politique, obstinément lié aux idéaux franquistes ou phalangistes, et mal adapté à une société moderne.